

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2174

6 novembre 2009

SOMMAIRE

African Investment Company S.A.	104338	Geldilux-TS-2008 S.A.	104338
African Investment Company S.A.	104329	Genimo S.A.	104306
ArcelorMittal Bettembourg S.A.	104344	Good Energies Investments 2 (Luxem- bourg) S.à r.l.	104342
ArcelorMittal Dudelange	104352	Good Energies Investments 3 (Luxem- bourg) S.à.r.l.	104341
Best Buy International Finance S.à r.l. ..	104307	Immo-Constructions III S.A.	104351
Betina Investment Holding S.A.	104339	Immo-Constructions II S.A.	104351
Betina Investment S.A., SPF	104339	InCA Ingénieurs Conseils Associés S.à r.l.	104351
Bill Boy Group S.A.	104307	ING PFCE Hungary S.à r.l.	104348
Bosinga Investments S.à r.l.	104343	Kalkalit-Lux 5 Sàrl	104344
Brasserie Gielen Eck S.A.	104308	Lactinvest S.A.	104306
Brown Machines S.A.	104350	La Grande Tour S. à r.l.	104344
Castellonero S.A.	104352	Langonnaise S.A.H.	104306
Citadel Macro Products S.à r.l.	104308	Librefort A.G.	104339
Cofra Investments S.à r.l.	104340	Lubelim S.A.	104352
Cottonita Investments S.A.	104344	Luxoutils Sàrl	104307
Couvretoit s.à r.l.	104341	MCMS S.A.	104329
Debbie Investments S. à r.l.	104343	Meridiana Holdings S.à r.l.	104312
Decima S.A.	104338	Newteam Ingénieurs-Conseils en Génie Ci- vil Sàrl	104350
DH Real Estate Finance S.à r.l.	104309	Pacific Mezz (Luxembourg) S.à r.l.	104329
Diamondhide S.A.	104350	Preinvestment Holding	104352
Endurance Energies Investments S.à r.l.	104342	Real-IT S.à r.l.	104342
Erich Weber GmbH	104308	SeeReal Technologies S.A.	104345
Euro Sea Trading S.A.	104352	Sestante S.A.	104351
Fita Investments S.à r.l.	104340	Sylt Properties Sàrl	104351
Fordella Holding S.A.	104341	Verlis Holding S.A.	104340
Fordella S.A., SPF	104341	Verlis S.A., Spf	104340
Futuradent G.m.b.H.	104350	World Theme Park Holdings S.à r.l.	104350
Gdansk Port Holdings S.à r.l.	104337		
Geldilux-TS-2005 S.A.	104338		
Geldilux-TS-2007 S.A.	104342		

Langonnaise S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 37.492.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 26 juin 2009 à 10.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité

* de renouveler le mandat d'Administrateurs de Mr Joseph Winandy, 92, rue de l'Horizon, 5960 Itzig et de la société Cosafin S.A., 23, avenue de la Porte-Neuve, 2227 Luxembourg représentée par M. Jacques Bordet, 10, boulevard Royal, 2449 Luxembourg.

* de nommer Mr Koen LOZIE, 18, rue des Sacrifiés, 8356 Garnich.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Monsieur Pierre SCHILL en tant que Commissaire aux Comptes de la société.

- Le mandat des Administrateurs et Commissaire aux Comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2009.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009134817/21.

(090162703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2009.

Lactinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 50.997.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2009 à 11.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'administrateur:

* Monsieur Jean QUINTUS, Administrateur de sociétés, domicilié à Blaschette,

* Monsieur Joseph WINANDY, Administrateur de sociétés, domicilié à Itzig

* COSAFIN S.A., société anonyme, représentée par M. Jacques Bordet, 23, avenue de la Porte-Neuve, Luxembourg.

Le mandat des Administrateurs viendra à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 2009.

L'assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de V.O. Consulting Lux. S.A., 8, rue Haute, L-4963 Clémency, en tant que Commissaire aux Comptes de la Société pour une période venant à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 2009.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009134814/20.

(090162634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2009.

Genimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 147.547.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 15 juillet 2009

1. Les administrateurs décident à l'unanimité de nommer Monsieur Joseph WINANDY, Président du Conseil d'Administration.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Président

Référence de publication: 2009134834/13.

(090162731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2009.

Bill Boy Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 57.570.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 12 octobre 2009 que:

- l'assemblée nomme H.R.T. Révision S.A., Réviseur d'Entreprises, 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, comme commissaire aux comptes, et ceci jusqu'à la prochaine assemblée approuvant les comptes 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 12 octobre 2009.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2009134803/16.

(090162786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2009.

Best Buy International Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 22.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 130.067.

- Veuillez lire la dénomination de l'associé Best Buy China Ltd (au lieu de Bet Buy China Ltd).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2009.

Certifié conforme

Pour Best Buy International Finance Sà r.l.

SGG S.A.

Mandataire

Signatures

Référence de publication: 2009134661/16.

(090162226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2009.

Luxoutils Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 115.340.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 2 octobre 2009 que:

Les associés décident d'accepter la démission de son poste de gérant de:

- Monsieur SALOMON Fernand, né le 20 juillet 1938 à Hagondange (France), demeurant à F-57300 MONDELANGE, 21 rue des Tulipes,

Les associés nomment en son remplacement pour une durée indéterminée:

- Madame SALOMON Agnès, née le 13 mai 1967 à Woippy (France), demeurant à F-57300 MONDELANGE, 4 Impasse des Sansonnets

Elle aura le pouvoir d'engager en toute circonstance la société par sa seule signature.

La société LUXOUTILS SARL

Signatures

Les associés

Signature

Le gérant

Référence de publication: 2009135586/22.

(090163516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Brasserie Gielen Eck S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 208, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 124.244.

—
*Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée extraordinaire tenue au siège social de la société
en date du 16 septembre 2009*

L'Assemblée décide à l'unanimité

1. Monsieur Hervé dit Marc GASPESCH est révoqué comme membre du conseil d'administration et comme président et administrateur-délégué de la société.

2. Monsieur Victor VANGELISTA, demeurant à L - 4930 Bascharage, 26, bd Kennedy, est nommé au poste d'administrateur en remplacement de Monsieur Hervé dit Marc GASPESCH, demeurant à L - 2610 Luxembourg, 208, route de Thionville,

3. Monsieur Fernand ENGEL, demeurant à L - 2652 Howald, 300D, route de Thionville, est nommé président du conseil d'administration et administrateur- délégué de la société en remplacement de Hervé dit Marc GASPESCH.

4. Monsieur Jean RECH, demeurant à L - 2130 Luxembourg, 31, bd Charles Marx, est nommé membre du conseil d'administration,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Victor VANGELISTA

Un mandataire

Référence de publication: 2009135583/23.

(090163481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Erich Weber GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 40-42, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 50.386.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement du 15 octobre 2009, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation:

- la société à responsabilité limitée ERICH WEBER GmbH, avec siège social à L-6630 Wasserbillig, 40-42, Grand'rue, de fait inconnue à cette adresse, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50.386.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 22 octobre 2009.

Pour extrait conforme

Catherine Messang

Le liquidateur

Référence de publication: 2009135581/19.

(090163365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Citadel Macro Products S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 2.000.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 87.990.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Citadel Macro Products S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009135431/12.

(090163023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

DH Real Estate Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 76.959.

In the year two thousand and nine, on the eighteenth day of September.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "DH Real Estate Finance S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, having its registered office at 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 76.959 incorporated by deed dated on July 4, 2000, published in Memorial C number 895, p 42.946, of December 16, 2000, whose articles of association have been amended by deed enacted on April 30, 2003, published in the Luxembourg Mémorial C Number 671, p 32.178 of June 26, 2003, and by deed enacted on December 30, 2004, published in the Luxembourg Mémorial C Number 735, p 35.244 of July 25, 2005.

The meeting is presided by Mr Jorn HESSE, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mr Hubert JANSSEN, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Rachel UHL, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 1,112 (one thousand one hundred and twelve) shares of EUR 25 (twenty-five euros) each, representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the partners have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- Increase of the corporate capital by an amount of EUR 70,775 (seventy thousand and seven hundred seventy-five euros) so as to raise it from its present amount of EUR 27,800 (twenty-seven thousand and eight hundred euros) to EUR 98,575 (ninety-eight thousand five hundred and seventy-five euros) by the issue of 2,831 (two thousand and eight hundred thirty-one) new shares having a par value of EUR 25 (twenty five euros) each, and the issue of a share premium amounting to EUR 66 (sixty-six euros).

2.- Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 1. above by way of a contribution in kind

3.- Amendment of article 6 of the articles of Incorporation in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The Meeting decides to increase the corporate capital by an amount of EUR 70,775 (seventy thousand and seven hundred seventy-five euros) so as to raise it from its present amount of EUR 27,800 (twenty-seven thousand and eight hundred euros) to EUR 98,575 (ninety-eight thousand five hundred and seventy-five euros) by the issue of EUR 2,831 (two thousand and eight hundred thirty-one) new shares having a par value of EUR 25 (twenty-five euros) each, together with a share premium amounting to EUR 66 (sixty-six euros) and to be fully paid up by waiver of an unquestioned claim due for immediate payment, existing against "DH Real Estate Finance S.à r.l."

Second resolution

It is decided to accept the subscription of all the new shares by DHCRE Nominees 1 Limited, DHCRE Nominees 2 Limited, DHCRE Nominees 3 Limited, DHCRE Nominees 4 Limited, Officers Nominees Limited (hereafter the "Subscribers"), all having their registered office at 45, Pall Mall, London SW1Y 5JG, England.

Subscription - Payment.

Furthermore intervenes the aforementioned Subscribers, here represented by Mr Jorn Hesse, by virtue of the aforementioned proxy;

which declared to subscribe to the 2,831 (two thousand and eight hundred thirty-one) new shares and to contribute to a share premium of EUR 66 (sixty six euros) and to pay up the new shares as well as the share premium by irrevocable waiver of their claim against the Company, the claim being waived up to EUR 70,841 (seventy thousand and eight hundred and forty one euros) as follow:

1. DHCRE Nominees 1 Limited, for:	EUR 47,141;
2. DHCRE Nominees 2 Limited, for:	EUR 7,850;
3. DHCRE Nominees 3 Limited, for:	EUR 5,719;
4. DHCRE Nominees 4 Limited, for:	EUR 8,412;

5. Officers Nominees Limited, for:	EUR 1,719;
Total	EUR 70,841

The evidence of existence, of the amount of such claim and of the renunciation has been given to the undersigned notary by an accounting situation of the Company where the said claim appear, by a report of the Board on the contribution in kind and by a certificate of renunciation to the claim signed by the Subscribers.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to amend article six of the articles of Incorporation to read as follows:

" **Art. 6.** The Company's capital is set at EUR 98,575 (ninety-eight thousand five hundred and seventy-five euros) represented by 3,943 (three thousand and nine hundred forty-three) shares with a par value of EUR 25 (twenty-five euros) each." Expenses

The expenses, remunerations or charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 2,000 (two thousand euros).

The contribution being realized in kind, the appearing person declares that a sufficient consideration for payment of notarial fees has already been given and that their payment shall be effected at first request of the undersigned notary.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up and duly enacted in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille neuf, le dix-huit septembre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une Assemblée Générale extraordinaire des associés de la société DH REAL ESTATE FINANCE S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg Section B numéro 76.959, constituée suivant acte reçu le 4 juillet 2000, publié au Mémorial C numéro 895, p 42.946, du 16 décembre 2000, dont les statuts ont été modifiés par acte reçu le 30 avril 2003, publié au Mémorial C numéro 671, p 32.178 du 26 juin 2003 et par acte reçu le 30 décembre 2004, publié au Mémorial C numéro 735, p 35.244 du 25 juillet 2005.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jorn HESSE, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Hubert JANSSEN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Rachel UHL, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 1.112 (mille cent douze) parts sociales de EUR 25 (vingt cinq euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 70.775.- (soixante-dix mille sept cent soixante quinze euros) afin de porter le capital social de son montant actuel de EUR 27.800.- (vingt sept mille huit cents euros) à EUR 98.575.- (quatre-vingt dix-huit mille cinq cent soixante-quinze euros) par l'émission de 2.831 (deux mille huit cent trente et une) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale de EUR 25.- (vingt-cinq euros) chacune, et la création d'une prime d'émission d'un montant de EUR 66.- (soixante-six euros).

2.- Souscription à et libération de l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus par un apport en nature.

3.- Modification subséquente de l'article 6 des Statuts afin d'y refléter les modifications.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 70.775,- (soixante-dix mille sept cent soixante-quinze euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 27.800,- (vingt-sept mille huit cents euros) à EUR 98.575,- (quatre-vingt dix-huit mille cinq cent soixante-quinze euros), par l'émission de 2.831 (deux mille huit cent trente et une) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt cinq euros) chacune, ensemble avec une prime d'émission d'un montant de EUR 66,- (soixante-six euros), et l'entière à libérer intégralement par renonciation à due concurrence à une créance certaine, liquide et exigible, existant à charge de la société "DH Real Estate Finance S.à r.l."

Deuxième résolution

Il a été décidé d'accepter la souscription de toutes les nouvelles parts sociales par DHCRE Nominees 1 Limited, DHCRE Nominees 2 Limited, DHCRE Nominees 3 Limited, DHCRE Nominees 4 Limited, Officers Nominees Limited (prénommés les "Souscripteurs"), tous ayant leur siège social au 45, Pall Mall, London SW1Y 5 JG, Angleterre.

Souscription - Paiement

Interviennent ensuite les prénommés Souscripteurs, ici représentés par M. Jorn Hesse, prénommé, en vertu d'une des procurations dont mention ci-avant;

Lesquels ont déclaré souscrire les 2.831 (deux mille huit cent trente et une) nouvelles parts sociales et contribuer à la création d'une prime d'émission d'un montant de EUR 66,- (soixante-six euros) et libérer intégralement les nouvelles parts sociales ainsi que la prime d'émission par renonciation définitive et irrévocable à une créance certaine, liquide et exigible, existant à leur profit et à charge de la Société et en annulation de cette même créance à concurrence de EUR 70.841,- (soixante-dix mille huit cent quarante et un euros) comme suit:

1. DHCRE Nominees 1 Limited, pour:	EUR 47.141;
2. DHCRE Nominees 2 Limited, pour:	EUR 7.850;
3. DHCRE Nominees 3 Limited, pour:	EUR 5.719;
4. DHCRE Nominees 4 Limited, pour:	EUR 8.412;
5. Officers Nominees Limited, pour:	EUR 1.719;
Total	EUR 70.841.

La justification de l'existence, du montant de la dite créance et de la renonciation a été rapportée au notaire instrumentant par la production d'un état comptable de la société où la créance afférente apparaît, par un rapport des gérants sur l'apport en nature ainsi que par une déclaration de renonciation signée par les Souscripteurs.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article six des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 98.575,- (quatre-vingt dix-huit mille cinq cent soixante-quinze euros) divisé en 3.943 (trois mille neuf cent quarante-trois) parts sociales de EUR 25,-(vingt-cinq euros) chacune."

Frais

Les frais, droits, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 2.000 (deux mille euros).

L'apport étant effectué en nature, le comparant déclare qu'une provision suffisante au paiement des frais susmentionnés a d'ores et déjà été constituée et que le paiement des frais effectifs aura lieu à première demande du notaire instrumentant. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres du bureau, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: J. HESSE, H. JANSSEN, R. UHL, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 23 septembre 2009. Relation: LAC/2009/38742. Reçu soixante-quinze euros (75.-€)

Le Receveur (signé): Franck SCHNEIDER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 02 octobre 2009.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009135311/162.

(090163754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Meridiana Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 137.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 148.740.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the first of October.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Turnauer Industrie- und Familienstiftung, a foundation organized and existing under the laws of Liechtenstein with registered office at Ratikonstrasse 33, 9490 Vaduz, Liechtenstein, registered at Öffentlichkeitsregister Liechtenstein under number FL-0001.080.876-1, (the "Shareholder"), here represented by two members of its managing board, Dr. Wulf Gordian Hauser, lawyer, with professional address at Vienna, Austria and Dr. Albert MAYER, chairman of the Board of Directors, with professional address at Vaduz, Liechtenstein.

The Shareholder has requested the notary to record that:

I. The Shareholder is the sole shareholder of Meridiana Holdings N.V. (the "Company"), a limited liability company existing under the laws of The Netherlands Antilles, in process of de-registration at the Trade Register of the Curaçao Chamber of Commerce, with registered office at Chuchubiweg 17, Curaçao, The Netherlands Antilles.

II. The issued share capital of the Company is currently fixed at one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) Ordinary shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class A shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class E Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class F Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class G Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class H Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class I Shares and twelve thousand five hundred (12,500) Class J Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

III. The Shareholder has recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 Acknowledgement of the resolutions taken by the shareholder regarding the transfer of the central administrative seat and the registered office of the Company without any dissolution from Curacao, The Netherlands Antilles, to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg with effect as at 1 October 2009.

2 Transfer of the registered office and the central administrative seat of the Company without dissolution from Curaçao, The Netherlands Antilles, to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with effect as at 1 October 2009.

3 Adoption of the Luxembourg nationality and submission of the Company to Luxembourg laws, adoption of the legal form of a "société à responsabilité limitée" and change of the Company's name to "Meridiana Holdings S.à r.l. "

4 Approval of an interim balance sheet of the Company including the managing director's report.

5 Complete restatement of the Company's articles of association in order to bring them in conformity with Luxembourg laws.

6 Determination of the address of the registered office at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

7 Appointment of the following as managers of the Company for unlimited duration:

- Mr Herbert Mattle, with professional address at Schwerzimat 69, CH-8912 Obfelden/Switzerland, as category A manager.

- Mr Hans Herzog, with professional address at c/o Constantia Industries, Opernring 19, A-1010 Vienna, Opernring 19, Austria, as category A manager;

- Mr Richard Brekelmans, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, as category B manager.

- Mr. Johan Dejans, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, as category B manager.

8 Allocation of an amount of thirteen thousand seven hundred fifty Euro (EUR 13,750) to be taken out of the Company's retained earnings account to the Company's legal reserve account.

9 Acknowledgement of the amounts of share premium allocated to the Company's Class H, Class I and Class J Shares.

IV. The Shareholder, represented as above mentioned, requested the notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to acknowledge the resolutions of the Shareholder taken on 30 September 2009 in the Netherlands Antilles which resolved, among others:

- to transfer the central administrative seat and the registered office of the Company without dissolution from Curaçao, The Netherlands Antilles, to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- to set the date of effectiveness of the transfer from Curaçao, The Netherlands Antilles to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as at 1 October 2009.

Said resolutions of the Shareholder after signature "ne varietur" by the Shareholder and the notary will remain attached to the present deed.

Second resolution

The Shareholder resolved to transfer the registered office and the central administrative seat of the Company without any dissolution from Curaçao, The Netherlands Antilles, to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with effect as at 1 October 2009.

The Shareholder resolved that in consequence of such transfer, the Company shall adopt the Luxembourg nationality, shall be submitted to Luxembourg laws and shall adopt the legal form of a "société à responsabilité limitée".

The Shareholder further resolved that the Company will change its name to "Meridiana Holdings S.à r.l."

Third resolution

The Shareholder resolved to approve an interim balance sheet of the Company as at 1 October 2009 prepared in accordance with accounting principles generally accepted in the Netherlands Antilles and which include a report of the managing director. Pursuant to such interim balance sheet, the value of the Company's assets and liabilities corresponds at least to the Company's issued share capital of one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) Ordinary shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class A shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class E Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class F Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class G Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class H Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class I Shares and twelve thousand five hundred (12,500) Class J Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, entirely paid-in.

Said interim balance sheet, after having been signed "ne varietur" by the Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed.

Fourth resolution

The Shareholder resolved to proceed with a complete restatement of the Company's articles of association in order to bring them in conformity with Luxembourg laws. The Shareholder resolved that the articles of association will henceforth read as follows and will be worded in English to be followed by a German translation whereby the English text shall prevail in case of divergences between the English and the German text:

"Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "Meridiana Holdings S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Managers.

In the event that, in the view of the Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Managers.

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 28 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and twelve thousand five hundred (12,500) class A shares (the "Class A Shares"), twelve thousand five hundred (12,500) class B shares (the "Class B Shares"), twelve thousand five hundred (12,500) class C shares (the "Class C Shares"), twelve thousand five hundred (12,500) class D shares (the "Class D Shares"), twelve thousand five hundred (12,500) class E shares (the "Class E Shares"), twelve thousand five hundred (12,500) class F shares ("Class F Shares"), twelve thousand five hundred (12,500) class G shares (the "Class G Shares"), twelve thousand five hundred (12,500) class H shares (the "Class H Shares"), twelve thousand five hundred (12,500) class I shares (the "Class I Shares") and twelve thousand five hundred (12,500) class J shares (the "Class J Shares") (the "Preference Shares" and collectively with the Ordinary Shares the "Shares") with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the Ordinary Shares and the Preference Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used, amongst other, to repay the class of shares to which it is allocated, to offset any net realised losses or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share of whatever class entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company's Preference Shares are redeemable shares and the Company may acquire such Preference Shares in view of their immediate cancellation. The redemption shall be made in compliance with the conditions and limits established by the Law and by these Articles. The Company may consequently at any time acquire all or part of the Preference Shares of whatever class, provided that such repurchase of Shares is made in the reverse alphabetical order. To that effect, the Company shall give at least 6 (six) business days (i.e. a day on which banks are generally open for business in Luxembourg) prior written notice to the holder of the Shares setting out the proposed redemption date.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of Shares (in the order provided for in the preceding paragraph), such class of Shares gives right to its holder to the Available Amount as defined below (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as defined below as determined by the general meeting of shareholders or the Managers or the Board of Managers) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share as defined below for each Share of the relevant class held by them and cancelled.

The cancellation value per share (the "Cancellation Value Per Share") shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

The total cancellation amount (the "Total Cancellation Amount") shall be an amount determined by the general meeting of shareholders or the Manager or the Board of Managers, as the case may be, on the basis of the relevant interim accounts of the Company at a date not older than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant calls of shares and approved by the general meeting of shareholders. The Total Cancellation Amount for each of the

Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise decided by the general meeting of shareholders, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Available Amount (the "Available Amount") means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to article 27 of the Articles of Incorporation, increased by

- (i) any freely distributable reserves,
- (ii) the amount of the share capital reduction and of the share premium relating to the Class of Shares to be cancelled and
- (iii) as the case may be, the legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled but reduced by
 - (i) an amount equal to 0.25% of the nominal value of each class of shares to be distributed in accordance with article 27,
 - (ii) any losses (included carried forward losses) and
 - (iii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

As a consequence, the Available Amount will be equal to:

$$AA = (NP + P + CR + SP) - (D + L + LR)$$

whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves

CR= the amount of the share capital reduction and share premium reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

SP= as the case may be, the legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

D= 0.25% of the nominal value of each class of shares to be distributed in accordance with article 27

L= losses (including carried forward losses)

LR= any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles of Incorporation.

The Company's managers are authorized and empowered to take any steps to execute any documents and do and perform any acts on behalf of the Company which may be necessary to:

- effect the redemption of the Preference Shares by the Company;

and

- to complete all related action in the manner and to the extent permitted by these Articles and the Law.

The Company may acquire its Ordinary Shares under the conditions stated in the Law.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by at least two managers who need not be shareholders themselves (the "Managers"). The Managers shall jointly manage the Company.

The Managers shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s). Turnauer Industrie-und Familienstiftung shall have the right to propose one of the Managers to be appointed.

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object, however, the Managers shall strictly comply with all limitations, obli-

gations and restrictions imposed upon them by applicable laws, the Articles of Association, resolutions of the shareholders and the Management Guidelines, if any, which may be adopted by a decision of the shareholders.

In any event, the Managers, the Board of Managers or any of the persons authorized to represent the Company pursuant to Art. 11 of these Articles of Association require the prior written approval of the shareholders of the Company in order to effect the following actions:

- a) the acquisition or disposal of interests in Luxembourg and / or in foreign companies and undertakings;
- b) the granting of loans, the granting of any financing in any other form, the issuance of guarantees and the granting of securities in any other kind or form, including in particular the pledging of assets of the Company;
- c) any investment in real estate, intellectual property rights or any other moveable or immoveable assets in any kind or form;
- d) entering into contracts or taking any action which results or may potentially result in an obligation of the Company in excess of EUR 50,000 in the single case or in aggregate EUR 100,000 per year;
- e) starting of new lines of business, which have not been budgeted, as well as changes to the business structure;
- f) capital expenditures or transactions, which have not been set forth in the budget, and have a value in excess of EUR 50,000 in the single case or in aggregate EUR 100,000 per year;
- g) the disposal or transfer of any moveable or immoveable, tangible or intangible assets of the Company.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) are in the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions, including daily management, to persons or committees chosen by them and will obtain the prior written approval of the shareholder for such delegation.

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Board of Managers, but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. The following rules shall apply to the Board of Managers:

The Board of Managers may appoint from among its class B managers a chairman (the "Chairman"). The Board of Managers may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers. In any event, all notices to be sent out according to the above provisions shall also be addressed to Turnauer Industrie- und Familienstiftung.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Further, any member of the Board of Directors of Turnauer Industrie- und Familienstiftung may participate in meetings of the Board of Managers and may submit its views on all issues being dealt with in the particular meeting.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting. However, decisions concerning any action or omission which has or may have a value or impact on the Company in excess of € 1,000,000, all which are listed in Art. 10 require the affirmative vote of a Class A Manager.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Board of Managers. The resolutions of the Board of Managers shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by any two (2) Managers acting jointly.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Managers may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Managers in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Managers and shall not consider or vote on any such transaction.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Managers are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any member of the Board of Managers, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Managers, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or independent auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Managers to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Managers, subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 21. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 22. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Managers or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 23. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the quorum shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 24. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 25. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 26. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Managers draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 27. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, and subject to the condition that sufficient funds are available and subject to the shareholders deciding such distribution, a dividend may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholders on the basis of statements of accounts prepared by the Manager, or as the case may be the Board of Managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law, in accordance with the provisions set forth hereafter.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Manager or as the case may be the Board of Managers and may be paid at such places and times as may be determined by the Manager or as the case may be the Board of Managers. The Manager or as the case may be the Board of Managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

- (i) an amount equal to 0.25% of the nominal value of the Ordinary Shares and each class of Preference Shares, then
- (ii) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J shares, then if no Class J shares are in existence, Class I shares and in such continuation until only class A shares are in existence).

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Managers or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds (the "Liquidation Proceeds") shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 29. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended."

Fifth resolution

The Shareholder resolved to fix the address of the registered office at 13-15, Avenue de la Liberte, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Sixth resolution

The Shareholder resolved to appoint the following persons as Managers of the Company for unlimited duration:

- Mr Herbert Mattle, with professional address at Schwerzimat 69, CH-8912 Obfelden/Switzerland, as category A manager;
- Mr Hans Herzog, with professional address at c/o Constantia Industries, Opernring 19, A-1010 Vienna, Opernring 19, Austria, as category A manager;
- Mr Richard Brekelmans, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberte, L-1931 Luxembourg, as category B manager;
- Mr Johan Dejans, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberte, L-1931 Luxembourg, as category B manager.;
- Mr Paul Lamberts, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberte, L-1931 Luxembourg, as category B manager.

Seventh resolution

The Shareholder resolved to allocate an amount of thirteen thousand seven hundred fifty Euro (EUR 13,750) to be taken out of the Company's retained earnings account to the Company's legal reserve account.

Eighth resolution

The Shareholders resolved to acknowledge that share premium is allocated as follows to the Company's Shares:

- an amount of two hundred fifty million four hundred nineteen thousand five hundred Euro (EUR 250,419,500) is allocated to the Company's Class H Shares;
- an amount of twenty-nine million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 29,987,500) is allocated to the Company's Class I Shares;
- an amount of one hundred thirty-nine million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 139,987,500) is allocated to the Company's Class J Shares.

Costs

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand five hundred Euro (EUR 1,500).

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausend und neun, am ersten Oktober.

Vor der unterzeichnenden Notarin Maitre Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Turnauer Industrie- und Familienstiftung, eine Stiftung Liechtensteinischen Rechts, mit Sitz in Rätikonstrasse 33, 9490 Vaduz, Liechtenstein, eingetragen beim Öffentlichkeitsregister Liechtenstein unter Nummer FL-0001.080.876-1, (der „Gesellschafter“), vertreten durch zwei Mitglieder des Stiftungsrates, Herrn Dr. Wulf Gordian Hauser, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in Wien, Österreich und Herr Dr. Albert MAYER, Vorsitzender des Verwaltungsrates, mit beruflicher Anschrift in Vaduz, Liechtenstein.

Der Gesellschafter hat den Notar gebeten, folgendes zu beurkunden:

I. Der Gesellschafter ist der alleinige Gesellschafter von Meridiana Holdings N.V. (die "Gesellschaft"), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht der Niederländischen Antillen, im Verfahren der Löschung beim Handelsregister Curacao, mit Sitz in Chuchubiweg 17, Curacao, Niederländische Antillen.

II. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt derzeit einhundertsebenunddreißigtausend fünfhundert Euro (EUR 137.500), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse A, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse B, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse C, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse D, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse E, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse F, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse G, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse H, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse I und zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse J mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-), alle vollständig eingezahlt.

III. Der Gesellschafter hat erklärt, über die zu fassenden Beschlüsse auf Grundlage der folgenden Tagesordnung informiert zu sein:

Tagesordnung

1 Anerkennung der Beschlüsse, die vom Gesellschafter zur Verlegung der Hauptverwaltung und des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft ohne Auflösung von Curaçao, den Niederländischen Antillen, nach Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg mit Wirkung zum 1. Oktober 2009 gefasst wurden.

2 Verlegung des Gesellschaftssitzes und der Hauptverwaltung der Gesellschaft ohne Auflösung von Curaçao, den Niederländischen Antillen, nach Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg mit Wirkung zum 1. Oktober 2009.

3 Annahme der luxemburgischen Nationalität und Unterordnung der Gesellschaft unter das Recht Luxemburgs; Annahme der rechtlichen Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung und Änderung des Gesellschaftsnamens in „Meridiana Holdings S.à r.l.“.

4 Genehmigung einer Zwischenbilanz und eines Bewertungsberichts der Geschäftsführer.

5 Vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft um sie in Einklang mit luxemburgischem Recht zu bringen.

6 Festlegung der Adresse des Gesellschaftssitzes auf 13-15, Avenue de la Liberté; L-1931 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

7 Ernennung der folgenden Personen für unbestimmte Dauer als Geschäftsführer der Gesellschaft:

- Herr Herbert Mattle, mit beruflicher Anschrift in Schwerzimat 69, CH-8912 Obfelden/Schweiz, als Geschäftsführer der Kategorie A;

- Herr Hans Herzog, mit beruflicher Anschrift in c/o Constantia Industries, Opernring 19, A-1010 Wien, Opernring 19, Österreich, als Geschäftsführer der Kategorie A;

- Herr Richard Brekelmans, mit beruflicher Anschrift in 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, als Geschäftsführer der Kategorie B;

- Herr Johan Dejans, mit beruflicher Anschrift in 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, als Geschäftsführer der Kategorie B;

8 Zuweisung eines Betrages von dreizehntausend siebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750) aus den vorgetragenen Gewinnen auf die gesetzliche Reserve.

9 Anerkennung des Betrages der Ausgabeprämie, der den Gesellschaftsanteilen der Klasse H, Klasse I und Klasse J zugewiesen ist.

IV. Der Gesellschafter hat die Notarin gebeten, die folgenden Beschlüsse festzuhalten:

Erster Beschluss

Der Gesellschafter hat beschlossen, die Beschlüsse anzuerkennen, die vom Gesellschafter am 30. September 2009 in den Niederländischen Antillen gefasst wurden und die unter anderem folgendes beschlossen:

- Verlegung der Hautverwaltung und des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft ohne Auflösung von Curaçao, den Niederländischen Antillen, nach Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
- Festlegung des Datums der Wirksamkeit der Verlegung von Curaçao, den Niederländischen Antillen, nach Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, auf den 1. Oktober 2009.

Besagte Gesellschafterbeschlüsse werden nach Unterzeichnung "ne varietur" durch den Gesellschafter und den Notar dieser Urkunde beigefügt.

Zweiter Beschluss

Der Gesellschafter hat beschlossen, den Sitz der Hautverwaltung und den Gesellschaftssitz ohne Auflösung mit Wirkung zum 1. Oktober 2009 von Curaçao, den Niederländischen Antillen, nach Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

Der Gesellschafter hat beschlossen, dass in Folge dieser Verlegung die Gesellschaft die luxemburgische Nationalität annimmt, dem Recht Luxemburgs unterstellt wird und die rechtliche Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung annimmt.

Der Gesellschafter hat außerdem beschlossen, dass der Gesellschaftsname in „Meridiana Holdings S.à r.l.“ abgeändert wird.

Dritter Beschluss

Der Gesellschafter hat beschlossen, eine Zwischenbilanz der Gesellschaft, datiert auf den 1. Oktober 2009, die in Übereinstimmung mit den in den Niederländischen Antillen allgemein anerkannten buchhalterischen Grundsätzen erstellt wurden, und die einen Bewertungsbericht der Geschäftsführer enthalten, zu genehmigen. Gemäß dieser Zwischenbilanz entspricht der Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft mindestens dem ausgegebene Kapital der Gesellschaft von einhundertsebenunddreißigtausend fünfhundert Euro (EUR 137.500), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse A, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse B, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse C, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse D, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse E, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse F, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse G, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse H, zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse I und zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse J mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-), alle vollständig eingezahlt.

Diese Zwischenbilanz, nach Zeichnung „ne varietur“ durch den Gesellschafter und die unterzeichnete Notarin bleibt diese Urkunde beigefügt.

Vierter Beschluss

Der Gesellschafter hat beschlossen, die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu fassen um sie in Einklang mit luxemburgischem Recht zu bringen. Der Gesellschafter hat beschlossen, dass die Satzung von nun an wie folgt lautet und in englischer Sprache abgefasst ist, der eine deutsche Fassung folgt; im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

„Kapitel I. Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die „Gesellschaft“) gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg (den „Gesetzen“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Die Gesellschaft kann aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist, oder aus mehreren Gesellschaftern, deren Zahl jedoch vierzig (40) nicht überschreiten darf, bestehen.

Die Gesellschaft wird unter dem Namen „Meridiana Holding S.à r.l.“ firmieren.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft wird ihren Sitz in der Stadt Luxemburg haben.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss der Geschäftsführer an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch einen Beschluss der Geschäftsführer entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sollten die Geschäftsführer oder die Geschäftsführung der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den Austausch mit der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann die Gesellschaft den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland zu verlegen. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf das Statut der

Gesellschaft, welche trotz der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Die genannten vorübergehenden Maßnahmen sind von der Geschäftsführung zu beschließen und den hiervon betroffenen Dritten mitzuteilen.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft umfasst die Akquisition, das Halten und die Veräußerung von Beteiligungen in luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft zugunsten von Unternehmen, welche der Unternehmensgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann auch in Immobilien, geistiges Eigentum oder jegliche anderen beweglichen oder unbeweglichen Vermögensgüter zu investieren.

Die Gesellschaft kann in jeder Art und Form Darlehen aufnehmen und private Emissionen von Schuldscheinen oder ähnlichen Schuldtiteln oder Warrants oder ähnliche Anteile, die Recht auf Aktien geben, ausgeben.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit ausführen, welche für die Ausführung und Entwicklung ihres Zweckes dienlich ist.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss des/der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit dem nach dem Gesetz oder dieser Satzung für die Änderung der Satzung erforderlichen Quorum und den erforderlichen Mehrheiten gefasst wird, und in Übereinstimmung mit Artikel 28 dieser Satzung.

Kapitel II. Kapital, Anteile

Art. 5. Ausgegebenes Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt einhundertsechzigtausend fünf hundert Euro (EUR 137.500), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile (die „Stammanteile“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse A („Anteile der Klasse A“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse B („Anteile der Klasse B“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse C („Anteile der Klasse C“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse D („Anteile der Klasse D“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse E („Anteile der Klasse E“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse F („Anteile der Klasse F“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse G („Anteile der Klasse G“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse H („Anteile der Klasse H“), zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse I („Anteile der Klasse I“) und zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse J („Anteile der Klasse J“) (die „Vorzugsanteile“ und zusammen mit den Stammanteilen die „Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-), alle vollständig eingezahlt.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung oder des Gesetzes sind alle Anteile mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden auf dem alle Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann unter Anderem, um Anteile der Klasse von Anteilen, der das Aufgeld zugewiesen ist, zurückzukaufen, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.

Art. 6. Anteile. Jeder Anteil egal welcher Klasse berechtigt zu einer Stimme.

Jeder Anteil ist der Gesellschaft gegenüber unteilbar.

Gemeinschaftliche Eigentümer von Anteilen müssen sich gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Bevollmächtigten, der auch ein Dritter sein kann, vertreten lassen.

Der Alleingesellschafter kann seine Anteile frei übertragen.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern, so sind die Anteile unter ihnen frei übertragbar und die Anteile können nur dann an Nicht-Gesellschafter übertragen werden, wenn die Gesellschafter mit einer Mehrheit, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals darstellt, ihr Einverständnis erklären.

Die Übertragung von Anteilen muss durch notarielle Urkunde oder durch privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Eine solche Übertragung wird gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs erst dann gegenüber der Gesellschaft und Dritten bindend, wenn sie der Gesellschaft gegenüber ordnungsgemäß angezeigt oder von dieser angenommen worden ist.

Die Vorzugsanteile sind rückkaufbare Anteile und die Gesellschaft ist berechtigt diese Vorzugsanteile im Hinblick auf deren sofortige Annullierung zurückzuerwerben. Der Rückkauf soll in Übereinstimmung mit den Bedingungen und Grenzen des Gesetzes und dieser Satzung erfolgen. Die Gesellschaft kann folglich zu jeder Zeit alle oder einige der Vorzugsanteile egal welcher Klasse zurückkaufen, vorausgesetzt der Rückwerb erfolgt in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge. Zu diesem Zweck soll die Gesellschaft mindestens sechs (6) Werktage (d.h. ein Tag an dem Banken in Luxemburg geöffnet sind) vor dem vorgeschlagene Datum des Rückkaufs eine schriftliche Mitteilung an die Eigentümer der Anteile senden.

Im Falle einer Kapitalherabsetzung durch Rückkauf und Annullierung einer Klasse von Anteilen (in der Reihenfolge wie sie im vorhergehenden Absatz festgelegt wurde), verleiht eine solche Klasse von Anteilen ihrem Eigentümer das Recht

auf den Verfügbaren Betrag wie unten definiert (mit der Begrenzung auf den Gesamtannullierungsbetrag wie unten definiert wie er von der Generalversammlung oder dem Geschäftsführer oder dem Geschäftsführungsrat festgelegt wird) und die Eigentümer der Anteile der zurückgekauften und annullierten Klasse von Anteilen sollen von der Gesellschaft für jeden Anteil der jeweiligen Klasse die von ihnen gehalten wird und annulliert wird einen Betrag erhalten, der dem Annullierungsbetrag Pro Anteil wie unten definiert entspricht.

Der Annullierungsbetrag pro Anteil (der „Annullierungsbetrag Pro Anteil“) wird berechnet durch Teilung des Gesamtannullierungsbetrags durch die Anzahl der ausgegebenen Anteile der Klasse von Anteilen, die zurückgekauft und annulliert werden.

Der Gesamtannullierungsbetrag (der „Gesamtannullierungsbetrag“) soll ein Betrag sein, der durch die Generalversammlung oder den Geschäftsführer oder den Geschäftsführungsrat, je nachdem, auf der Grundlage einer Zwischenbilanz der Gesellschaft, die nicht älter als 8 Tage als der Tag des Rückkaufs und der Annullierung der jeweiligen Klasse von Anteilen sein darf und genehmigt von der Generalversammlung der Gesellschafter. Der Gesamtannullierungsbetrag für jede der Klassen J, I, H, G, F, E, D, C, B und A soll der Verfügbare Betrag der jeweiligen Klasse zum Zeitpunkt der Annullierung der jeweiligen Klasse sein es sei denn etwas anderes wird von der Generalversammlung entschieden, unter der Bedingung, dass der Gesamtannullierungsbetrag niemals höher sein darf als der Verfügbare Betrag.

Bei Rückkauf und Annullierung der Anteile der jeweiligen Klasse wird der Annullierungsbetrag Pro Anteil durch die Gesellschaft zur Zahlung fällig.

Der Verfügbare Betrag (der „Verfügbare Betrag“) ist der Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich des vorgetragenen Gewinns) in der Höhe, in der die Gesellschafter zu einer Dividendenzahlung gemäß Artikel 27 der Satzung berechtigt wären, erhöht durch

- (i) alle frei verfügbaren Reserven,
- (ii) den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der Ausgabeprämie, die der zu annullierenden Klasse von Anteilen zugewiesen ist und
- (iii) je nachdem, der Herabsetzung der gesetzlichen Reserve mit Bezug auf die zu annullierende Klasse von Anteilen, aber reduziert durch
 - (i) einen Betrag entsprechend 0.25% des Nennwerts jeder Klasse von Anteilen, der in Übereinstimmung mit Artikel 27 ausgeschüttet wird;
 - (ii) alle vorgetragenen Verluste (einschließlich Verlustvortrag) und
 - (iii) alle Beträge, die gemäß den Vorschriften des Gesetzes oder der Satzung einer Reserve zuzuweisen sind.

Demzufolge entspricht der Verfügbare Betrag:

$$AA = (NP + P + CR + SP) - (D + L + LR)$$

wobei:

AA= Verfügbarer Betrag

NP= Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P= alle frei verfügbaren Reserven

CR= der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der Ausgabeprämie, die der zu annullierenden Klasse von Anteilen zugewiesen ist

SP= je nachdem, der Herabsetzung der gesetzlichen Reserve mit Bezug auf die zu annullierende Klasse von Anteilen

D= 0.25% des Nennwerts jeder Klasse von Anteilen der in Übereinstimmung mit Artikel 27 ausgeschüttet wird

L= alle vorgetragenen Verluste (einschließlich Verlustvortrag)

LR = alle Beträge die gemäß den Vorschriften des Gesetzes oder der Satzung einer Reserve zuzuweisen sind

Die Geschäftsführer der Gesellschaft sind ermächtigt und befugt, alle Schritte zu unternehmen, und alle Unterlagen zu unterzeichnen und alle Maßnahmen im Namen der Gesellschaft zu ergreifen die notwendig sind um:

- den Rückkauf der Vorzugsanteile durchzuführen; und
- alle damit in Verbindung stehenden Handlungen durchzuführen soweit sie nach dieser Satzung und dem Gesetz gestattet sind.

Die Gesellschaft kann ihre Stammanteile unter den Bedingungen des Gesetzes erwerben.

Anteilsbesitz führt die stillschweigende Akzeptanz der Satzung und der von den (dem) Gesellschafter(n) gültig getroffenen Beschlüsse mit sich.

Art. 7. Kapitalerhöhung und Kapitalherabsetzung. Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s), der mit Anwesenheits- und Mehrheitsverhältnissen, wie sie aufgrund der Gesetze oder der Satzung zur Änderung der Satzung erforderlich sind, gefasst wird, einmal oder mehrmals erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit, Konkurs oder Insolvenz eines Gesellschafters. Die Handlungsunfähigkeit, der Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbarer, die (den) Gesellschafter betreffender Umstand, hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Kapitel III. Geschäftsführer, Wirtschaftsprüfer

Art. 9. Geschäftsführer. Die Gesellschaft wird von mindestens zwei Geschäftsführern, welche keine Gesellschafter sein müssen, geführt (die „Geschäftsführer“).

Die Geschäftsführer verwalten die Gesellschaft gemeinschaftlich.

Die Geschäftsführer bilden einen Geschäftsführungsrat (der „Geschäftsführungsrat“). Turnauer Industrie- und Familienstiftung ist berechtigt, einen der zu ernennenden Geschäftsführer vorzuschlagen.

Die Geschäftsführer werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, welche(r) ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die (der) Geschäftsführer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden.

Die (der) Gesellschafter können (kann) beschließen, die gewählten Geschäftsführer als Geschäftsführer A (der (die) „Geschäftsführer A“) oder als Geschäftsführer B (die (der) „Geschäftsführer B“) zu qualifizieren.

Art. 10. Befugnisse der (des) Geschäftsführer(s). Die (der) Geschäftsführer haben (hat) die weitestgehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen, jedoch sollen die Geschäftsführer in Übereinstimmung mit allen Beschränkungen und Verpflichtungen, die ihnen von den anwendbaren Gesetzen, der Satzung, den Beschlüssen der Gesellschafter und der Geschäftsordnung, falls es eine solche gibt, die durch Gesellschafterbeschluss angenommen werden kann, handeln.

In jedem Fall benötigen die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat oder die Personen, die gemäß Artikel 11 dieser Satzung die Gesellschaft vertreten können, die vorherige schriftliche Zustimmung der Gesellschafter um die folgenden Maßnahmen durchzuführen:

- a) der Erwerb oder die Veräußerung von Anteilen an luxemburgischen und/oder ausländischen Gesellschaften und Unternehmen;
 - b) die Gewährung von Darlehen, Finanzierungen in jeder Form, die Ausgabe von Garantien und die Gewährung von Sicherheiten in jeder Art und Form, einschließlich der Verpfändung der Aktiva der Gesellschaft;
 - c) jedes Investment in Grundeigentum, Rechte des geistigen Eigentums oder in sonstiges bewegliches oder unbewegliches Vermögen jeder Art und Form.
 - d) der Abschluss von Verträgen oder die Vornahme von Maßnahmen, die zu einer Verpflichtung der Gesellschaft in Höhe eines Einzelbetrages von EUR 50.000 oder eines Gesamtbetrages von EUR 100.000 pro Jahr führen.
 - e) die Aufnahme von neuen Geschäftszweigen, die noch nicht budgetiert wurden, und die Änderungen der Geschäftsstruktur;
 - f) Investitionsaufwendungen oder Transaktionen, die im Budget noch nicht vorgesehen wurden und die einen Wert von EUR 50.000 im Einzelfall oder einen Gesamtwert von EUR 100.000 pro Jahr überschreiten.
 - g) die Verfügung oder Übertragung von beweglichem oder unbeweglichem Vermögen der Gesellschaft
- Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich den Gesellschaftern oder den Wirtschaftsprüfern vorbehalten, fallen in die Zuständigkeit der (des) Geschäftsführer(s).

Art. 11. Übertragung von Befugnissen - Vertretung der Gesellschaft. Die Geschäftsführer können spezielle Befugnisse oder Vollmachten an Personen oder Ausschüsse, die von ihnen gewählt werden, übertragen oder diese mit bestimmten ständigen oder zeitweiligen Funktionen, einschließlich täglicher Geschäftsführung, ausstatten und holt die vorherige schriftliche Genehmigung der Gesellschafter für eine solche Übertragung ein

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die gemeinsame Unterschriften von zwei Geschäftsführern, gebunden.

Falls die (der) Gesellschafter die Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B qualifiziert haben (hat), ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B gemeinsam unterzeichnen.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Personen gebunden, denen eine spezielle Vollmacht von den Geschäftsführern übertragen worden ist, jedoch nicht über die Grenzen dieser speziellen Vollmacht hinaus.

Art. 12. Sitzung des Geschäftsführungsrates. Für den Geschäftsführungsrat gelten folgende Regeln:

Der Geschäftsführungsrat kann aus der Mitte seiner Geschäftsführer B einen Vorsitzenden benennen (der „Vorsitzende“). Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer benennen, welcher selbst kein Geschäftsführer sein muss und für die Protokollführung der Sitzung der Geschäftsführung zuständig ist (der „Schriftführer“).

Der Geschäftsführungsrat tritt nach Aufruf durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Versammlung des Geschäftsführungsrates muss einberufen werden, wenn zwei (2) seiner Mitglieder dies verlangen.

Der Vorsitzende steht allen Versammlungen des Geschäftsführungsrates vor, es sei denn, dass in seiner Abwesenheit des Geschäftsführungsrates ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates durch mehrheitliche Abstimmung durch die anwesenden oder vertretenen Mitglieder als zeitweisen Vorsitzenden ernannt.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder mit vorheriger Zustimmung aller Teilnahmerechtigten, werden die Sitzungen des Geschäftsführungsrates mindestens drei (3) Kalendertage vor ihrem Termin schriftlich durch ein die Schriftlichkeit ge-

währleistendes Kommunikationsmittel einberufen. Jede dieser Benachrichtigungen soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Auf die Mitteilung kann durch ordnungsgemäß dokumentierten Beschluss jedes Geschäftsführungsmitglieds verzichtet werden. Für Sitzungen, deren Zeit und Ort in einem zuvor von der Geschäftsführung angenommenen Beschluss festgelegt wurde, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich. In jedem Fall muss eine Mitteilung, die entsprechend den obigen Vorschriften versandt wurde, auch an Turnauer Industrie- und Familienstiftung geschickt werden.

Die Sitzungen des Geschäftsführungsrates finden in Luxemburg oder an einem anderen Ort statt, den die Geschäftsführung von Zeit zu Zeit bestimmen kann.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei den Sitzungen des Geschäftsführungsrates durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich ermächtigt; die Bevollmächtigung kann durch jedes die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmedium übertragen werden. Außerdem kann jedes Mitglied des Stiftungsrates von Turnauer Industrie- und Familienstiftung an Sitzungen des Geschäftsführungsrates teilnehmen und seine Sicht hinsichtlich der behandelten Gegenstände kundtun.

Die Beschlussfähigkeit des Geschäftsführungsrates erfordert die Anwesenheit von mindestens der Hälfte (1/2) seiner amtierenden Mitglieder, wobei im Falle einer der Qualifizierung der Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B, außerdem mindestens ein (1) Geschäftsführer A und ein (1) Geschäftsführer B anwesend sein muss.

Entschlüsse werden per Mehrheitsbescheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Geschäftsführungsrates gefasst. Jedoch benötigen Beschlüsse hinsichtlich von Handlungen oder Unterlassungen, die einen Wert oder eine Auswirkung auf die Gesellschaft von mehr als EUR 1.000.000 Euro haben und solche die in Artikel 10 aufgeführt sind, die Zustimmung eines Geschäftsführers A, der auf Vorschlag der Turnauer Industrie- und Familienstiftung ernannt wurde.

Ein oder mehrere Mitglieder des Geschäftsführungsrates können an Sitzungen durch eine Telefonkonferenzschaltung oder durch ähnliche Mittel, welche die gleichzeitige Kommunikation zwischen den Teilnehmern sicherstellt, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit bei der Sitzung gleichgestellt.

Eine von allen Geschäftsführern unterzeichnete Entscheidung steht einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Geschäftsführungsrates gefasst worden wäre.

Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet festgehalten sein.

Art. 13. Beschlüsse der Geschäftsführung. Die Beschlüsse der Geschäftsführer werden schriftlich festgehalten.

Alle Sitzungsprotokolle werden vom Vorsitzenden und vom Schriftführer (falls es einen solchen gibt) unterzeichnet. Alle Vollmachten werden den betreffenden Sitzungsprotokollen beigelegt.

Kopien oder Auszüge der schriftlichen Beschlüsse oder Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam unterzeichnet werden.

Art. 14. Vergütung und Ausgaben. Vorbehaltlich der Zustimmung durch die (den) Gesellschafter, können die Geschäftsführer eine Vergütung hinsichtlich ihrer (seiner) Verwaltung der Gesellschaft erhalten. Darüber hinaus können den Geschäftsführern sämtliche Ausgaben, die im Rahmen einer solchen Verwaltung oder zur Verfolgung des Gesellschaftsgegenstandes getätigt wurden, zurückerstattet werden.

Art. 15. Interessenkonflikte. Wenn einer der Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat oder haben könnte, muss er dieses persönliche Interesse den anderen Geschäftsführern anzeigen und darf nicht an der Abstimmung über dieses Rechtsgeschäft teilnehmen.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführung - Freistellung. Die Geschäftsführer trifft keine persönliche Haftung hinsichtlich der aufgrund ihrer Funktion für die Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen.

Geschäftsführer sind für die Ausführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

Die Gesellschaft stellt jeden Geschäftsführer, Angestellten oder Mitarbeiter und, gegebenenfalls, dessen Erben, Nachlassverwalter und Vermögensverwalter, von Schäden und Ausgaben frei, die ihm im Zusammenhang eines Rechtsstreits oder eines Prozesses, an dem er aufgrund seiner Funktion als Geschäftsführer oder früherer Geschäftsführer, Angestellter oder Mitarbeiter der Gesellschaft beteiligt ist. Das Gleiche gilt, wenn er auf Anfrage der Gesellschaft für eine andere Gesellschaft an der die Gesellschaft beteiligt ist oder von der sie Gläubigerin ist, Ausgaben tätigt und der gegenüber er nicht zur Freistellung berechtigt ist, außer bei Klagsachen in denen er schließlich endgültig wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt wurde. Im Falle eines Vergleichs wird Freistellung nur für vom Vergleich umfasste Fragen gewährt, bei denen die Gesellschaft von ihrem Rechtsbeistand dahingehend beraten worden ist, dass der freizustellenden Person keine grobe Fahrlässigkeit oder grobes Fehlverhalten vorzuwerfen ist. Das vorgenannte Recht zur Freistellung schließt keine anderen Rechte aus zu denen die betreffende Person berechtigt ist.

Art. 17. Wirtschaftsprüfer. Außer in den Fällen, in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer vorsehen, wird das Geschäft der Gesellschaft und deren finanzielle Situation, einschließlich der Bücher und Konten durch Wirtschaftsprüfer, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die statutorischen oder unabhängigen Wirtschaftsprüfer, falls es solche gibt, werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, der ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden außer in Fällen, in denen das Gesetz vorschreibt, dass der unabhängige Wirtschaftsprüfer nur aufgrund schwerwiegendem Grund abberufen werden kann.

Kapitel IV. Gesellschafter

Art. 18. Befugnisse der Gesellschafter. Die Gesellschafter haben die Rechte, die ihnen nach der Satzung und dem Gesetz zustehen. Besteht die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen hat.

Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Gesellschafterversammlung repräsentiert alle Gesellschafter.

Art. 19. Gesellschafterversammlungen. Besteht die Gesellschaft aus mehreren, jedoch nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, können die Beschlüsse der Gesellschafter in schriftlicher Form gefasst werden. Schriftliche Beschlüsse können in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Gesellschaftern unterzeichnet festgehalten sein. Sind die zu fassenden Beschlüsse von den Geschäftsführern an die Gesellschafter übermittelt worden, so sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel, zukommen zu lassen. Die Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und den erforderlichen Mehrheiten bei Beschlüssen der Gesellschafterversammlung sind sinngemäß auf die Beschlussfassung im schriftlichen Verfahren anwendbar.

Gesellschafterversammlungen, einschließlich der Jahresgesellschafterversammlung werden am Gesellschaftssitz abgehalten oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg; sie können im Ausland abgehalten werden, wenn Umstände höherer Gewalt, deren Einschätzung im alleinigen Interesse des (der) Geschäftsführer(s) liegt, dies erforderlich machen.

Art. 20. Mitteilung von Gesellschafterversammlungen. Außer in den Fällen eines Alleingeschäfters, können sich die Gesellschafter auch auf Einberufungsschreiben versammeln, das in Übereinstimmung mit der Satzung oder dem Gesetz von den Geschäftsführern, oder andernfalls durch die statutorischen Wirtschaftsprüfer (falls vorhanden) ausgegeben wird oder andernfalls durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Das an die Gesellschafter gesendete Einberufungsschreiben gibt die Zeit, den Ort und die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung an sowie die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit. Die Tagesordnung soll gegebenenfalls eine vorgeschlagene Satzungsänderung darlegen und gegebenenfalls die Änderungen angeben, die den Gesellschaftszweck oder die Rechtsform der Gesellschaft betreffen.

Sind alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, dass sie über die Tagesordnung ordnungsgemäß in Kenntnis gesetzt worden sind, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 21. Anwesenheit - Vertretung. Alle Gesellschafter besitzen bei jeder Gesellschafterversammlung ein Teilnahme- und Rederecht.

Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wurde, bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Art. 22. Verfahren. Den Vorsitz der Gesellschafterversammlung führt der Vorsitzende oder eine Person, die hierzu von den Geschäftsführern oder andernfalls durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird.

Der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Schriftführer.

Die Gesellschafterversammlung ernennt einen (1) Stimmzähler, der unter den Personen, die bei der Gesellschafterversammlung anwesend sind, gewählt wird.

Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler bilden zusammen den Vorstand der Gesellschafterversammlung.

Art. 23. Abstimmung. Bei jeder Gesellschafterversammlung, die nicht zur Änderung der Satzung oder zur Fassung von Beschlüssen, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, werden Beschlüsse von Gesellschaftern gefasst, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Wenn eine solche Mehrheit nicht bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten Versuch einer schriftlichen Beschlussfassung erreicht wird, werden die Gesellschafter ein zweites Mal einberufen oder konsultiert; Beschlüsse werden dann unabhängig von der Anzahl der vertretenen Aktien, durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Bei jeder Gesellschafterversammlung, die in Übereinstimmung mit der Satzung oder den Gesetzen zum Zwecke der Satzungsänderung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, einberufen wird, entsprechen die Mehrheitsverhältnisse den Mehrheit der Anzahl der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Art. 24. Protokolle. Das Protokoll der Gesellschafterversammlung wird von den anwesenden Gesellschaftern unterzeichnet und kann von Gesellschaftern, oder Vertretern von Gesellschaftern, die dies verlangen, unterzeichnet werden.

Die vom Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse werden schriftlich festgehalten und von dem Alleingesellschafter unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge der von den (dem) Gesellschafter(n) angenommenen Beschlüsse sowie des Sitzungsprotokolls der Gesellschafterversammlung, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, unterzeichnet werden.

Kapitel V. Geschäftsjahr, Finanzberichte, Ausschüttung von Gewinnen

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 26. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten geschlossen und die Geschäftsführer erstellen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Jahresabschluss und/oder der konsolidierte Jahresabschluss (werden) wird den (dem) Gesellschafter(n) vorgelegt.

Jeder Gesellschafter kann in diese Finanzdokumente am Gesellschaftssitz einsehen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn (15) Kalendertagen bis zum Datum der jährlichen Hauptversammlung ausgeübt werden.

Art. 27. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen (die „Rücklage“). Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage und unter der Voraussetzung dass genügend Mittel verfügbar sind und unter der Voraussetzung, dass die Gesellschafter eine solche Ausschüttung beschließen, kann eine Dividende an die Gesellschafter gezahlt werden durch Entscheidung der Generalversammlung in Übereinstimmung mit den nachfolgenden Bestimmungen.

Vorbehaltlich der (gegebenenfalls) gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen, können die Geschäftsführer in Übereinstimmung mit den nachfolgenden Bestimmungen eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen auf der Grundlage einer Zwischenbilanz, die durch den Geschäftsführer oder den Geschäftsführungsrat vorbereitet wird, die nachweist, dass genügend Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die Gewinne, die seit dem letzten Geschäftsjahr realisiert wurden, erhöht um vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Reserven und reduziert um vorgetragene Verluste und Beträge, die gemäß dem Gesetz einer Reserve zugewiesen werden müssen, nicht überschreiten darf.

Die auszuschüttenden Dividenden können in jeder Währung, die von den Geschäftsführern oder dem Geschäftsführungsrat gewählt werden und an einem Ort und zu einer Zeit, wie es von den Geschäftsführern oder dem Geschäftsführungsrat bestimmt wird, ausgezahlt werden. Die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat kann den Wechselkurs festlegen, um die Summe der Dividenden in die Währung, in der sie gezahlt werden sollen, umzurechnen. Eine Dividende, die beschlossen, aber während eines Zeitraums von 5 Jahren nicht auf einen Anteil ausgezahlt wird kann danach nicht mehr eingefordert werden, verfällt und steht wieder der Gesellschaft zu. Es werden keine Zinsen auf beschlossene Dividenden gezahlt, die nicht eingefordert werden und die von der Gesellschaft für die Eigentümer der Anteile gehalten werden.

Im Falle einer Dividendenausschüttung, soll diese wie folgt zugesprochen und ausgeschüttet werden:

(i) ein Betrag von 0.25% auf den Nennwert jedes Stammanteils und auf den Nennwert jedes Anteils jeder Klasse von Vorzugsanteilen, dann

(ii) der Rest des ausgeschütteten Gesamtbetrag soll vollständig an die Eigentümer der letzten Klasse von Anteilen in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge gezahlt werden (d.h. zuerst an Anteile der Klasse J, dann, wenn keine Anteile der Klasse J mehr bestehen, an Anteile der Klasse I und so fort bis nur noch Anteile der Klasse A bestehen).

Die Geschäftsführer legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI. Auflösung, Liquidation

Art. 28. Auflösung. Liquidation. Die Gesellschaft kann durch einen Entschluss der (des) Gesellschafter(s) aufgelöst werden, der durch die Hälfte der Gesellschafter gefasst wird, die mindestens drei viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Liquidation durch die Geschäftsführer oder andere (natürliche oder juristische) Personen durchgeführt, deren Befugnisse und Vergütung von den (dem) Gesellschafter(n) bestimmt werden.

Nach Begleichung aller Schulden und sonstiger gegen die Gesellschaft bestehenden Ansprüche einschließlich der Liquidationskosten wird der Reinerlös (der „Reinerlös“) aus der Abwicklung an die Aktionäre so verteilt, dass das wirtschaftliche Ergebnis den auf die Ausschüttung von Dividenden anwendbaren Regeln entspricht.

Kapitel VII. Geltendes RECHT

Art. 29. Geltendes Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung."

Fünfter Beschluss

Der Gesellschafter hat beschlossen, den Sitz der Gesellschaft auf 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, festzulegen.

Sechster Beschluss

Der Gesellschafter hat beschlossen, die folgenden Personen auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer zu ernennen:

- Herr Herbert Mattle, mit beruflicher Anschrift in Schwerzimat 69, CH-8912 Obfelden/Schweiz, als Geschäftsführer der Kategorie A;
- Herr Hans Herzog, mit beruflicher Anschrift in c/o Constantia Industries, Opernring 19, A-1010 Wien, Österreich, als Geschäftsführer der Kategorie A;
- Herr Richard Brekelmans, mit beruflicher Anschrift in 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, als Geschäftsführer der Kategorie B;
- Herr Johan Dejans, mit beruflicher Anschrift in 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, als Geschäftsführer der Kategorie B;
- Herr Paul Lamberts, mit beruflicher Anschrift in 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, Geschäftsführer der Kategorie B.

Siebter Beschluss

Der Gesellschafter hat beschlossen, einen Betrag in Höhe von dreizehntausend siebenhundertfünfzig Euro (EUR 13,750) aus den vorgetragenen Gewinnen der gesetzlichen Reserve zuzuweisen.

Achter Beschluss

Der Gesellschafter hat beschlossen anzuerkennen, dass der Betrag der Ausgabepremie wie folgt den Anteilen der Gesellschaft zugewiesen ist:

- ein Betrag in Höhe von zweihundertfünfzig Millionen vierhundertneunzehntausend fünfhundert Euro (EUR 250,419,500) ist den Anteilen der Klasse H zugewiesen
- ein Betrag in Höhe von neunundzwanzig Millionen neunhundertsevenundachtzigtausend fünfhundert Euro (EUR 29,987,500) ist den Anteilen der Klasse I zugewiesen;
- ein Betrag in Höhe von hundertneununddreißig Millionen neunhundertsevenundachtzigtausend fünfhundert Euro (EUR 139,987,500) ist den Anteilen der Klasse J zugewiesen.

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der Englischen spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Partei in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag derselben Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Woraufhin, vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei(en) vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Signé: W. G. Hauser, A. Mayer et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 octobre 2009. Relation: LAC/2009/41218. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Franck SCHNEIDER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009135133/942.

(090163235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

African Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 52.425.

Je vous prie d'accepter ma démission des fonctions d'Administrateur que j'occupe au sein de la Société African Investment Company.

Le 2 octobre 2009.

Thierry de MONTMARIN.

Référence de publication: 2009135543/10.

(090163336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Pacific Mezz (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 103.618.

Extraits des résolutions prises par l'Associé Unique en date du 11 mai 2009

1^{ère} Résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la démission de Mr Stuart Baldwin, gérant de catégorie A de la société, avec effet immédiat.

2^{ème} Résolution

L'Associé Unique décide de nommer Mme Tara NICKLIN, gérante technique, née le 11 juillet 1958 à Leguan, demeurant à Tanglewood, Ashurst Drive, Tadworth, Surrey KT20 7LN, gérant de catégorie A de la société, avec effet immédiat.

Mme Tara NICKLIN est nommée pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FIDALUX S.A.

Christophe Blondeau

Administrateur

Référence de publication: 2009135567/20.

(090163434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

MCMS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 69.033.

L'an deux mille neuf, le dix-neuf octobre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "MCMS S.A.", enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous la section B numéro 69033 et ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, constituée suivant acte notarié du 17 mars 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 427 du 9 juin 1999.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Michelle DELFOSSE, ingénieur civil, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Séverine HACKEL, maître en droit, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Nathalie GAUTIER, employée privée, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Suppression de la désignation de la valeur nominale des actions;
2. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de vingt mille US Dollars (USD 20.000,-) pour le porter de son montant actuel de trente-huit mille US Dollars (38.000,- USD) à cinquante-huit mille US Dollars (58.000,- USD) sans émission d'actions nouvelles, à libérer à 100% par apports en numéraire;
3. Instauration d'un capital autorisé pour une durée de cinq ans, au montant de six cent mille US Dollars (USD 600.000,-);

4. Modification de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante: "Le capital souscrit est fixé à cinquante-huit mille US Dollars (USD 58.000,-) divisé en soixante-cinq (65) actions de catégorie A et trente-cinq (35) actions de catégorie B, sans mention de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de six cent mille US Dollars (600.000,- USD).

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 19 octobre 2014, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société."

5. Modification de l'objet social de la société et de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante: "La société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières uniquement à des fins d'investissement et non par pour l'utilisation personnelle de la société.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent."

6. Refonte des statuts avec adoption de la langue française suivie d'une traduction anglaise pour leur rédaction;

7. Divers.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement en même temps.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés "ne varietur" par les personnes présentes et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de vingt mille US Dollars (USD 20.000,-) pour le porter de son montant actuel de trente-huit mille US Dollars (38.000,- USD) à cinquante-huit mille US Dollars (58.000,- USD) sans émission d'actions nouvelles.

Souscription et Libération de l'augmentation de capital

L'augmentation de capital est souscrite par les actionnaires actuels dans la proportion de leur participation dans la Société.

L'augmentation de capital ainsi souscrite est entièrement libérée en numéraire, de sorte que la somme de vingt mille US Dollars (USD 20.000,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'instaurer un capital autorisé pour une durée de cinq ans, d'un montant de six cent mille US Dollars (USD 600.000,-).

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration prévu par l'article 32-3 (5) de la loi concernant les sociétés commerciales, l'assemblée autorise le conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé et notamment avec l'autorisation de limiter ou de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires lors de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé.

Ce rapport restera annexé aux présentes.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans expirant le 19 octobre 2014.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la Société comme suit:

"La société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières uniquement à des fins d'investissement et non pas pour l'utilisation personnelle de la société.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent."

Cinquième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts en adoptant une version française suivie d'une traduction anglaise. Les statuts seront désormais conçus comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "MCMS S.A." (ci-après dénommée la "Société").

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra investir dans des opérations immobilières uniquement à des fins d'investissement et non pas pour l'utilisation personnelle de la société.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cinquante-huit mille US Dollars (USD 58.000,-) divisé en soixante-cinq (65) actions de catégorie A et trente-cinq (35) actions de catégorie B, sans mention de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de six cent mille US Dollars (600.000,- USD).

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 19 octobre 2014, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue de ses membres. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier vendredi du mois de juin à 14 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Version anglaise**Name - Registered office - Duration - Object - Capital**

Art. 1. There exists a public limited liability company under the name of "MCMS S.A.", société anonyme (hereinafter called the "Company").

Art. 2. The registered office is in Luxembourg City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the Company is formed are all operations or transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any companies or enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities, financial instruments, bonds, treasury bills, equity participation, stocks and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may also enter into the following transactions (it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as regulated activity of the financial sector):

- to grant every assistance and any financial support, whether by way of loans, advances or otherwise to its direct and indirect subsidiaries affiliates and/or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial and/or entities belonging to its Group, the Group being referred to as the group of companies which includes the direct and indirect shareholders of the Company as well as their direct and indirect subsidiaries;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present and future) or by all or any such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of its direct and indirect subsidiaries, affiliates and/or entities belonging to its Group, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg laws.

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

The Company may invest in real estate that is exclusively used for investment purposes and not for the own use of the Company.

In general, the Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever, which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at fifty-eight thousand US Dollars (USD 58,000.-) divided into sixty-five (65) shares of category A and thirty-five (35) shares of category B with no par value.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

For the period foreseen here below, the authorised capital is fixed at six hundred thousand US Dollars (USD 600,000.-).

The authorised and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorised, during a period of five years ending on October 19th, 2014, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorised capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of

bonds in shares as mentioned below. The board of directors is especially authorised to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the company, or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorised to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency or currencies. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorised capital, within the limits of the authorised capital as specified here above and specially under the provisions of art. 32-4 of the company law. The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

Board of Directors and Statutory Auditors

Art. 6. The corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of directors may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholder in the Company.

The directors shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacant directorship previously appointed by general meeting, the remaining directors as appointed by general meeting have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented. Proxies between directors are permitted; with the restriction that one director can only represent one of the members of the board of directors.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telex or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 12. The Company will be bound by the joint signature of two (2) directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the last Friday of the month of June at 2.00. p.m..

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing ten percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognise only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31 of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortisation of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General Dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. DELFOSSE, S. HACKEL, N. GAUTIER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 octobre 2009. Relation: EAC/2009/12635. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2009135102/451.

(090163222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Gdansk Port Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.500,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 110.646.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 octobre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009135101/11.

(090163477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

African Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 52.425.

Je vous prie d'accepter ma démission des fonctions d'Administrateur que j'occupe au sein de la Société African Investment Company.

Le 2 octobre 2009.

Etienne GIROS.

Référence de publication: 2009135542/10.

(090163331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Geldilux-TS-2005 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 107.705.

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts du 28 avril 2005, les administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de M. Ari Gudmannsson qui assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

Le 13 octobre 2009.

Pour extrait sincère et conforme

GELDILUX - TS - 2005 S.A.

Ari GUDMANNSSON / Guy HARLES / Thierry LESAGE

Director / Director / Director

Référence de publication: 2009135539/14.

(090163228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Geldilux-TS-2008 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.121.

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts du 28 juillet 2008, les administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de M. Ari Gudmannsson qui assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

Le 13 octobre 2009.

Pour extrait sincère et conforme

GELDILUX - TS - 2008 S.A.

Ari GUDMANNSSON / Guy HARLES / Thierry LESAGE

Director / Director / Director

Référence de publication: 2009135538/14.

(090163181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Decima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 112.765.

Conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts du 6 décembre 2005, les administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Madame Laetitia Antoine. Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

Le 13 octobre 2009.

Pour extrait sincère et conforme

DECIMA S.A.

Laetitia Antoine / Myriam Scussel

Administrateur Présidente du Conseil d'Administration / Administrateur

Référence de publication: 2009135536/15.

(090163173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Librefort A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 65.468.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 4 mai 2009

L'an deux mille neuf, le quatre mai, à onze heures, les actionnaires de la société LIBREFORT A.G. se sont réunis en assemblée générale ordinaire, au siège social, sur convocation du conseil d'administration et ont pris, à l'unanimité des voix exprimées, les résolutions suivantes:

Les mandats des administrateurs venant à échéance cette année,

Sont réélus administrateurs:

- Monsieur Camille Cigrang, domicilié 4, Parkside, Dene Park, Shipbourne Road, TN119NS Tonbridge, Kent (GB),
- Monsieur Michael Gray, domicilié 4 Eastcliff, IP119TA Felixstowe, Suffolk (GB), également administrateur-délégué.
- Madame Anne-Marie Grieder domiciliée 9, rue de Saint Hubert L-1744 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et de l'administrateur-délégué, viendront à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012.

Le mandat du commissaire aux comptes,

Monsieur Freddy Bracke, domicilié 9, rue de Saint Hubert L-1744 Luxembourg,

arrivant à échéance cette année, les actionnaires décident de la renouveler jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012.

Luxembourg, le 4 mai 2009.

C. Cigrang / A.M. GRIEDER

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009135523/25.

(090163559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

**Betina Investment S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Betina Investment Holding S.A.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 116.751.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 28 août 2009 que:

- la démission de la société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.

- M. Stefan LORETZ, employé privé, né le 27.03.1980 et demeurant professionnellement au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2009.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009135521/22.

(090163485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Cofra Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.000.000,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 98.221.

—
EXTRAIT

Il résulte du Conseil de Gérance de la société Cofra Investments S.à r.l. qui s'est réuni en date du 8 Octobre 2009 que:

Suite à la démission de Mr Armand Haas, le Conseil de Gérance a procédé à son remplacement, son mandat se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2009, en nommant comme gérant:

- Johny Seré, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Jean Monnetlaan, B-1804 Vilvoorde, Belgique.

Pour extrait conforme

Signatures

Gérants

Référence de publication: 2009135529/17.

(090163051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Fita Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 262.400,00.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 16, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 118.274.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte de cession en date du 20 octobre 2009 que les 3,287 parts sociales détenues par la société ACP Capital (Cyprus) Limited sont cédées à la société BHVG Beratungs- & Vermögensgesellschaft mbH, ayant son siège social au 15, Speditionstrasse, 40221 Düsseldorf (Allemagne).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Fita Investments S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009135570/15.

(090163526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

**Verlis S.A., Spf, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Verlis Holding S.A.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 116.760.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 28 août 2009 que:

- la démission de la société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.

- M. Stefan LORETZ, employé privé, né le 27.03.1980 et demeurant professionnellement au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2009.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009135522/22.

(090163489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Good Energies Investments 3 (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 148.103.

—
EXTRAIT

Il résulte du Conseil de Gérance de la société Good Energies Investments 3 (Luxembourg) S.à r.l. qui s'est réuni en date du 8 Octobre 2009 que:

Suite à la démission de Mr Armand Haas, le Conseil de Gérance a procédé à son remplacement, son mandat se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2009, en nommant comme gérant:

- Johny Seré, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Jean Monnetlaan, B-1804 Vilvoorde, Belgique.

Pour extrait conforme

Signatures

Gérants

Référence de publication: 2009135535/17.

(090163043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Couvretoit s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8395 Septfontaines, 6, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 123.854.

—
Extrait du procès-verbal de la décision collective des associés tenue le 13 octobre 2009

Résolution

Monsieur Claude Mathelin, né le 21 mars 1954 et domicilié à rue d'Athus, 8 à B-6780 Longeau, cède ses 10 parts sociales à Monsieur Dimitri Mathelin, né le 30 novembre 1981 et domicilié à rue des Peupliers 28 à B-6780 Messancy.

Ce dernier devient donc l'actionnaire principal de la société Couvretoit Sàrl.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AFC Benelux Sàrl

Signature

Référence de publication: 2009135572/15.

(090163657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

**Fordella S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Fordella Holding S.A.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 114.939.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 28 août 2009 que:

- la démission de la société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.

- M. Stefan LORETZ, employé privé, né le 27.03.1980 et demeurant professionnellement au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2009.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009135520/22.

(090163482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Good Energies Investments 2 (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.550,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 130.919.

—
EXTRAIT

Il résulte du Conseil de Gérance de la société Good Energies Investments 2 (Luxembourg) S.à r.l. qui s'est réuni en date du 8 Octobre 2009 que:

Suite à la démission de Mr Armand Haas, le Conseil de Gérance a procédé à son remplacement, son mandat se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2009, en nommant comme gérant:

- Johny Seré, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Jean Monnetlaan, B-1804 Vilvoorde, Belgique.

Pour extrait conforme

Signatures

Gérants

Référence de publication: 2009135534/17.

(090163045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Real-IT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5730 Aspelt, 10, Munnereferstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 131.589.

—
Extrait de cessions de parts sociales

Suite aux cessions de parts sociales en date du 17 août 2009, nous confirmons que l'associée de la société est désormais: I-REAL S.à.r.l. ayant son siège social au 10, Munnereferstrooss, L-5730 Aspelt: 100 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

REAL-IT S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009135576/15.

(090163175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Geldilux-TS-2007 S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 128.446.

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts du 13 avril 2007, les administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de M. Ari Gudmannsson qui assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

Le 13 octobre 2009.

Pour extrait sincère et conforme

GELDILUX - TS - 2007 S.A.

Ari GUDMANSSON / Guy HARLES / Thierry LESAGE

Director / Director / Director

Référence de publication: 2009135540/14.

(090163233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Endurance Energies Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 147.527.

—
EXTRAIT

Il résulte du Conseil de Gérance de la société Endurance Energies Investments S.à r.l. qui s'est réuni en date du 8 Octobre 2009 que:

Suite à la démission de Mr Armand Haas, le Conseil de Gérance a procédé à son remplacement, son mandat se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2009, en nommant comme gérant:

- Johny Seré, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Jean Monnetlaan, B-1804 Vilvoorde, Belgique.

Pour extrait conforme

Signatures

Gérants

Référence de publication: 2009135533/17.

(090163047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Bosinga Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 147.312.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 1^{er} septembre 2009:

- Ancienne situation associée unique:

	Parts sociales
ECOREAL S.A.	250 parts sociales
Total	250 parts sociales

- Nouvelle situation associée unique:

	Parts sociales
Weather Investments S.p.A., avec siège social à 00187 Rome, Italie, Via Due Marcelli, 66, enregistrée au «Companies' Register of Rome» sous le numéro 08526731008	250 parts sociales
Total	250 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2009

Pour extrait sincère et conforme

Pour BOSINGA INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009135561/23.

(090163400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Debbie Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 143.749.

Extrait du contrat de cession de parts de la Sociétés daté du 19 mai 2009

En vertu du contrat de cession de parts sociales daté du 19 mai 2009, G.O.II-Luxembourg One S.à r.l a transféré 135 de ses parts sociales détenues dans la Société à Borletti Group 2 S.à r.l.

Luxembourg, le 22 octobre 2009.

Pour extrait

Pour la société

FIDEOS

B.P. 1452

L-1014 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009135528/18.

(090163169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Kalkalit-Lux 5 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.863.

—
Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé Unique qui s'est tenue à Luxembourg le 08 septembre 2009.

Il résulte dudit procès-verbal que:

1. L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Jean-Marc LEVERNE, avec son adresse professionnelle au 109, rue du Faubourg St Honoré F-75008 Paris, en sa qualité de Gérant de la Société avec effet à partir de la date de la réunion.

2. L'Assemblée décide de nommer en remplacement du gérant démissionnaire, Monsieur Julien FRANCOIS, né à Messancy, en Belgique, en date du 18 juin 1976, avec son adresse professionnelle au 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg en tant que Gérant de la Société avec effet à partir de la date de la réunion.

Luxembourg, le 16 octobre 2009.

Amicorp Luxembourg S.A.

Mandataire

Représentée par Mr. Matthijs BOGERS

Administrateur

Référence de publication: 2009135516/20.

(090163291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Cottonita Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 96.935.

EXTRAIT

Il résulte du Conseil d'administration de la société Cottonita Investments S.A. qui s'est réuni en date du 8 Octobre 2009 que:

- Suite à la démission des Messieurs Dominic Brenninkmeijer et Armand Haas, le Conseil d'administration a procédé à la nomination de Johny Seré, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Jean Monnetlaan, B-1804 Vilvoorde, Belgique, son mandat se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2009.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2009135531/16.

(090163060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

La Grande Tour S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 128.986.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Costas Constantinides

Manager

Référence de publication: 2009135277/11.

(090163194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

ArcelorMittal Bettembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3235 Bettembourg, Krakelshaff.

R.C.S. Luxembourg B 9.106.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009135273/10.

(090163184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

SeeReal Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 112.913.

In the year two thousand and nine, on the twenty-third day of September.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of "SeeReal Technologies S.A.", (R.C.S. Luxembourg, section B number 112913) (hereinafter, the "Corporation"), having its registered office in L-5365 Munsbach, 6B, Parc d'Activité Syrdall, incorporated by deed of the undersigned notary, then residing in Mersch, on December 14, 2005, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (the "Mémorial") number 561 of March 17, 2006. The Articles of Incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on July 27, 2009, published in the Mémorial number 1800 of September 17, 2009.

The meeting is presided over by Mr Alain RUKAVINA, lawyer, residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Christiane KIEWEL, office manager, residing in Wittlich.

The meeting elects as scrutineer Mrs Merete KROLL, lawyer, residing in London.

The chairman declares and requests the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all the twenty-six thousand five hundred and ninety-nine (26,599) shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Increase of capital in the amount of EUR 17,700 to raise it from EUR 2,659,900 to EUR 2,677,600 by the issuance of 177 shares of EUR 100 each, to be issued with a total issue premium of EUR 382,300 and benefiting of the same rights and advantages as the presently issued shares.

2.- Subscription of the 177 new shares of EUR 100 or nominally EUR 17,700 new shares by i2i Holding S.A., 6B, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, paid-up in cash with EUR 400,000.- (four hundred thousand Euros) in total.

3. Amendment of the first paragraph of article five of the by-laws, which henceforth will read as follows:

English version

Art. 5. First paragraph. "The subscribed capital of the company is fixed at EUR 2,677,600 (two million six hundred and seventy-seven thousand six hundred Euro) divided into 26,776 (twenty-six thousand seven hundred and seventy-six) shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each."

French version

"Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 2.677.600 (deux millions six cent soixante-dix-sept mille six cents euros) représenté par 26.776 (vingt-six mille sept cent soixante-seize) actions d'une valeur de EUR 100 (cent euros) chacune."

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The meeting resolves to increase the capital by an amount of SEVENTEEN THOUSAND SEVEN HUNDRED EURO (EUR 17,700.-) so as to raise it from its present amount of TWO MILLION SIX HUNDRED AND FIFTY-NINE THOUSAND NINE HUNDRED EURO (EUR 2,659,900.-) up to TWO MILLION SIX HUNDRED AND SEVENTY-SEVEN THOUSAND SIX HUNDRED EURO (EUR 2,677,600.-) by the issuance of ONE HUNDRED AND SEVENTY-SEVEN (177) new shares having a par value of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-), and benefiting of the same rights and advantages as the presently issued shares, to be issued with a total issue premium of THREE HUNDRED AND EIGHTY-TWO THOUSAND THREE HUNDRED EURO (EUR 382,300.-).

Second resolution

The meeting, after having stated that the other shareholders waived to their preferential subscription rights, decides to admit to the subscription of the ONE HUNDRED AND SEVENTY-SEVEN (177) new shares the Company i2i Holding S.A., having its registered office in L-5365 Munsbach, 6B, Parc d'Activités Syrdall.

Subscription and Payment

With the agreement of all the shareholders, the ONE HUNDRED AND SEVENTY-SEVEN (177) new shares are subscribed by i2i Holding S.A. predesignated.

Thereupon Mr Alain Rukavina, prenamed,

acting in the name and on behalf of i2i Holding S.A., by virtue of one of the aforesaid proxies,

declares to subscribe to the ONE HUNDRED AND SEVENTY-SEVEN (177) newly issued shares, and to pay in the shares by payment in cash of an amount of SEVENTEEN THOUSAND SEVEN HUNDRED EURO (EUR 17,700.-) together with a total issue premium of THREE HUNDRED AND EIGHTY-TWO THOUSAND THREE HUNDRED EURO (EUR 382,300.-), so that from now on the company has at its free and entire disposal the total amount of FOUR HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 400,000.-) as was certified to the undersigned notary.

Third resolution

The meeting decides to amend the first paragraph of article five of the by-laws is amend and will henceforth read as follows:

" **Art. 5. First paragraph.** The subscribed capital of the company is fixed at EUR 2,677,600 (two million six hundred and seventy-seven thousand six hundred Euro) divided into 26.776 (twenty-six thousand seven hundred and seventy-six) shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 2,800.-.

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt-trois septembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "SeeReal Technologies S.A. (R.C.S. Luxembourg numéro B 112.913 (ci-après, la "Société"), ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 6B, Parc d'Activité Syrdall, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 14 décembre 2005, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 561 du 17 mars 2006. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 27 juillet 2009, publié au Mémorial numéro 1800 du 17 septembre 2009.

L'assemblée est présidée par Monsieur Alain RUKAVINA, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Christiane KIEWEL, office manager, demeurant à Wittlich.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Merete KROLL, juriste, demeurant à Londres.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les 26.599 (vingt-six mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf) actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Augmentation du capital social à concurrence de EUR 17.700,- pour le porter de EUR 2.659.900,- à EUR 2.677.600,- par l'émission de 177 actions nouvelles de EUR 100,- chacune, à émettre avec une prime d'émission totale de EUR 382.300,- ayant les mêmes droits et avantages que les actions existantes.

2.- Souscription des 177 actions nouvelles de EUR 100,- ou une valeur totale de EUR 17.700,- par i2i Holding S.A., 6B, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et libération par apport en espèces totalisant EUR 400.000,- (quatre cent mille Euros).

3.- Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Version anglaise

Art. 5. First paragraph. "The subscribed capital of the company is fixed at EUR 2,677,600 (two million six hundred and seventy-seven thousand six hundred Euro) divided into 26.776 (twenty-six thousand seven hundred and seventy-six) shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each."

Version française

"Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 2.677.600 (deux millions six cent soixante-dix-sept mille six cents euros) représenté par 26.776 (vingt-six mille sept cent soixante-seize) actions d'une valeur de EUR 100 (cent euros) chacune."

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de DIX-SEPT MILLE SEPT CENTS EUROS (EUR 17.700,-), pour le porter de son montant actuel de DEUX MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE NEUF CENTS EUROS (EUR 2.659.900,-) à DEUX MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (EUR 2.677.600,-) par l'émission de CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (177) actions nouvelles de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et avantages que les actions existantes, à émettre avec une prime d'émission totale de TROIS CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE TROIS CENTS EUROS (EUR 382.300,-).

Deuxième résolution

L'assemblée, après avoir constaté que les autres actionnaires ont renoncé à leur droit préférentiel de souscription, décide d'admettre à la souscription des CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (177) actions nouvelles la société i2i Holding S.A., avec siège social à L-5365 Munsbach, 6B, Parc d'Activité Syrdall.

Souscription et Libération

De l'accord de tous les actionnaires, les CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (177) actions nouvelles sont souscrites par la société i2i Holding S.A., prédésignée.

Ensuite Monsieur Alain Rukavina, prénommé,

agissant au nom et pour compte de la société i2i Holding S.A., prédésignée,

en vertu d'une des procurations prémentionnées,

a déclaré souscrire l'intégralité des CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (177) actions nouvellement émises, et libérer cette souscription par versement en espèces d'un montant de DIX-SEPT MILLE SEPT CENTS (EUR 17.700,-) ensemble avec une prime d'émission totale de TROIS CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE TROIS CENTS EUROS (EUR 382.300,-), de sorte que le montant total de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-) se trouve dès à présent à libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Premier paragraphe. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 2.677.600 (deux millions six cent soixante-dix-sept mille six cents euros) représenté par 26.776 (vingt-six mille sept cent soixante-seize) actions d'une valeur de EUR 100 (cent euros) chacune."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 2.800,-.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont procès verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute,

Signé: A. RUKAVINA, C. KIEWEL, M. KROLL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 octobre 2009. Relation: LAC/2009/40733. Reçu soixante-quinze euros (75 €)

Le Receveur (signé): F. SCHNEIDER.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 14 octobre 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009135286/163.

(090163262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

ING PFCE Hungary S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 163.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.699.

In the year two thousand and nine, on the sixteenth of October.

Before US Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg.

There appeared:

ING PFCE Holdco S.à r.l., a company governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register section B under number 95.702, hereby represented by Mrs Corinne PETIT, private employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given in Luxembourg on October 13th, 2009.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in her capacity as the sole shareholder, has requested the undersigned notary to enact the following:

The appearing party is the sole partner of "ING PFCE Hungary S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, with registered office in L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, incorporated by deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, residing in Sanem on September 12th, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1059 of October 11th, 2003, and modified last time by deed of the undersigned notary, on August 19th, 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 2386 dated September 30th, 2008.

The capital of the company is fixed at one hundred forty-six thousand euro (146,000.- EUR) represented by one hundred forty-six (146) shares, with a nominal value of one thousand euro (1,000.- EUR) each, entirely paid in.

The appearing party takes the following resolutions:

First resolution

The appearing sole shareholder resolves to increase the corporate share capital by an amount of seventeen thousand euro (17,000.- EUR), so as to raise it from its present amount of one hundred forty-six thousand euro (146,000.- EUR) to one hundred sixty-three thousand euro (163,000.- EUR), by issuing seventeen (17) new shares with a par value of one thousand euro (1,000.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing parts.

Subscription and Liberation

The appearing sole shareholder declares to subscribe to the seventeen (17) new shares and to pay them up, fully in cash, at its par value of one thousand (1,000.- EUR), so that the amount of seventeen thousand euro (17,000.- EUR) is at the free disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary.

Second resolution

The appearing shareholder resolves to amend article 6 of the articles of incorporation, so as to reflect the increase of capital, which shall henceforth have the following wording:

" **Art. 6.** The capital is set at one hundred sixty-three thousand euro (163,000.- EUR) represented by one hundred sixty-three (163) shares of a par value of one thousand euro (1,000.- EUR) each."

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the appearing persons signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française:

L'an deux mil neuf, le seize octobre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

ING PFCE Holdco S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 95.702, ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, le 13 octobre 2009.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'associée unique, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

La société comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée unipersonnelle "ING PFCE Hungary S.à r.l.", avec siège social à L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, de résidence à Sanem, en date du 12 septembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1059 du 11 octobre 2003, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 19 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2386 du 30 septembre 2008.

Le capital social de la société est fixé à cent quarante-six mille euros (146.000,- EUR) représenté par cent quarante-six (146) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

L'associée unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de dix-sept mille euros (17.000,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de cent quarante-six mille euros (146.000,- EUR) à cent soixante-trois mille euros (163.000,- EUR), par l'émission de dix-sept (17) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription et Libération

Et à l'instant, les dix-sept (17) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) ont été souscrites par l'associé unique et entièrement libérée en espèces, de sorte que le montant de dix-sept mille euros (17.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

L'associée décide, suite à la résolution précédemment prise, de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à cent soixante-trois mille euros (163.000,- EUR) représenté par cent soixante-trois (163) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune."

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et la traduction française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires de la partie comparante, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 octobre 2009. LAC/2009/43509. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009135295/94.

(090163087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Diamondhide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 103.909.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009135282/10.

(090163209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Brown Machines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 75.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009135281/10.

(090163206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Futuradent G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3337 Hellange, 26, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 39.551.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20/10/2009.

Signature.

Référence de publication: 2009135266/10.

(090163183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

World Theme Park Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 107.094.

Le bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2009.

World Theme Park Holdings S.à r.l.

(en liquidation volontaire)

Fides (Luxembourg) S.A.

Liquidateur

Signatures

Référence de publication: 2009135330/16.

(090163253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Newteam Ingénieurs-Conseils en Génie Civil Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 14, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 101.113.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2009135333/11.

(090163041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Immo-Constructions II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rôlach.
R.C.S. Luxembourg B 138.103.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2009135332/11.

(090163040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Immo-Constructions III S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rôlach.
R.C.S. Luxembourg B 138.102.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2009135331/11.

(090163039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

InCA Ingénieurs Conseils Associés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 14, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 38.887.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2009135334/11.

(090163044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Sestante S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 60.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009135316/10.

(090163211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Sylt Properties Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 134.088.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Sylt Properties S.à r.l.
Signatures

Référence de publication: 2009135267/11.

(090163524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Preinvestment Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 75.481.

Le Bilan au 31.12.2008 et les documents y annexés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2009135261/11.

(090163591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Euro Sea Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 octobre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009135251/10.

(090163561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Castellonero S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 124.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009135256/10.

(090163581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

Lubelim S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 28.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUBELIM S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009135270/12.

(090163378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2009.

ArcelorMittal Dudelage, Société Anonyme.

Siège social: L-3452 Dudelage, Zone Industrielle Wolser.

R.C.S. Luxembourg B 17.870.

Le Bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009134987/9.

(090162407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2009.